

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Rhéaume, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 2 mai 2022

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Mont-Royal,

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Mont-Royal (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mont-Royal au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

· Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Brossard, Québec, 2 mai 2022

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	83 657 298	86 734 790	82 017 773
Compensations tenant lieu de taxes	2	534 662	466 774	656 927
Quotes-parts	3			
Transferts	4	725 000	6 806 172	5 115 602
Services rendus	5	2 490 700	1 757 882	1 095 723
Imposition de droits	6	7 073 500	11 581 293	8 246 675
Amendes et pénalités	7	435 000	453 900	418 691
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 021 000	725 003	834 732
Autres revenus	10	842 300	11 335 047	26 949
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	96 779 460	119 860 861	98 413 072
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	19 124 800	18 199 928	15 836 936
Sécurité publique	15	24 971 900	24 753 373	25 414 974
Transport	16	22 590 540	24 713 488	24 517 774
Hygiène du milieu	17	11 173 635	11 199 848	10 891 340
Santé et bien-être	18	1 090 200	1 115 566	1 002 701
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 420 000	3 746 347	2 795 129
Loisirs et culture	20	19 022 885	17 513 043	16 780 664
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 373 700	675 129	1 013 473
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	102 767 660	101 916 722	98 252 991
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(5 988 200)	17 944 139	160 081
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		107 412 983	107 252 902
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		107 412 983	107 252 902
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		125 357 122	107 412 983

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 564 390	31 475 198
Débiteurs (note 5)	2	15 300 511	13 065 487
Prêts (note 6)	3	22 500	30 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	41 965	21 938
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		200 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	42 929 366	44 792 623
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 841 722	9 516 434
Revenus reportés (note 12)	12	1 074 602	737 067
Dette à long terme (note 13)	13	36 877 509	33 469 253
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	341 000	
Autres passifs (note 14)	15		
	16	49 134 833	43 722 754
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(6 205 467)	1 069 869
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	130 810 939	105 651 067
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	730 177	685 371
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	21 473	6 676
	23	131 562 589	106 343 114
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	125 357 122	107 412 983

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(5 988 200)	17 944 139	160 081
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	31 187 401 )	( 9 150 433 )
Produit de cession	3		134 850	
Amortissement	4		5 988 494	5 836 834
(Gain) perte sur cession	5		(95 815)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(25 159 872)	(3 313 599)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(44 806)	(45 936)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(14 797)	(6 676)
	13		(59 603)	(52 612)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(5 988 200)	(7 275 336)	(3 206 130)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		1 069 869	4 275 999
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		1 069 869	4 275 999
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(6 205 467)	1 069 869

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 944 139	160 081
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 988 494	5 836 834
Autres			
▪ (Gain) perte sur disposition	3	(95 815)	
▪	4		
	5	23 836 818	5 996 915
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 235 024)	(541 550)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 325 288	(1 640 439)
Revenus reportés	9	337 535	208 882
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	541 000	118 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(44 806)	(45 936)
Autres actifs non financiers	13	(14 797)	(6 676)
	14	23 746 014	4 089 196
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	( 31 187 401 )	( 9 150 433 )
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	134 850	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(31 052 551)	(9 150 433)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( 35 258 )
Remboursement ou cession	21	(12 527)	29 206
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24	(12 527)	(6 052)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	6 851 500	5 769 200
Remboursement de la dette à long terme	26	( 3 444 500 )	( 4 773 600 )
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	1 256	25 332
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	3 408 256	1 020 932
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(3 910 808)	(4 046 357)
Solde déjà établi	33	31 475 198	35 521 555
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	31 475 198	35 521 555
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	27 564 390	31 475 198

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mont-Royal (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001*, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021****C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

*Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

*Prêts*

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021***Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures: 10 à 40 ans  
Bâtiments: 25 et 40 ans  
Améliorations locatives: 15 ans  
Véhicule: 5 à 20 ans  
Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans  
Machinerie, outillage et équipement: 5 à 20 ans  
Autres: 1 et 10 ans

*Moins-value*

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

*Stocks de fournitures*

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

*Éléments incorporels*

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

### Revenus reportés

Les revenus de loisir sont constatés lorsque les services sont rendus conformément aux conditions des accords.

Les revenus de Fonds de parc et terrains de jeux sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

### Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

## E) Revenus

### Constataion des revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

· Les revenus de placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;

· Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et

## **NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

### **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

#### **G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

#### **H) Instruments financiers**

S.O.

#### **I) Autres éléments**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	27 564 390	31 475 198
Découvert bancaire	2 (	)	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>27 564 390</b>	<b>31 475 198</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	6 581 569	6 406 568
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

**Note**

Fonds de roulement : 1 872 467 \$ (1 975 266 \$ en 2020)

Fonds de parcs et terrains de jeux : 1 060 929 \$ (737 067 \$ en 2020)

Réserve financière - Assurance : 345 020 \$ (365 020 \$ en 2020)

Réserve financière - Élection : 3 204 \$ (220 000 \$ en 2020)

Réserve financière - Remboursement de la dette à long terme : 3 076 855 \$ (2 697 666 \$ en 2020)

Solde disponible des règlements d'emprunt fermés : 249 595 \$ (411 549 \$ en 2020)

**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	3 521 972	4 868 866
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	7 047 792	6 956 586
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	4 422 813	909 412
Organismes municipaux	15		
Autres			
▪ Avance, amende, facturation	16	307 934	330 623
▪	17		
	18	15 300 511	13 065 487
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 636 017	4 094 468
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 636 017	4 094 468
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	58 000	74 000

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêt Club de curling VMR	26	22 500	30 000
▪	27		
	28	22 500	30 000

Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
--	----	--	--

**Note**

Prêt accordé au Club de curling de Mont-Royal, sans intérêt, remboursable sur une période de 10 ans, échéant en 2026.

**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	41 965	21 938
Autres placements	31		
	32	41 965	21 938
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Le placement à titre d'investissement représente la quote-part de la Ville dans le fonds de garantie de franchise collective d'assurances de l'Union des municipalités du Québec.

**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 247 000	1 721 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 588 000)	(1 521 000)
	37	(341 000)	200 000
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 633 000	1 593 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	104 000	93 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	48 058	52 375
	43	1 785 058	1 738 375

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note****10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	5 224 130	3 075 174
Salaires et avantages sociaux	48	2 040 236	1 779 164
Dépôts et retenues de garantie	49	2 703 687	1 930 743
Provision pour contestations d'évaluation	50	331 400	2 365 000
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	192 669	193 253
▪ Autres provisions	52	349 600	173 100
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	10 841 722	9 516 434

**Note****12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	1 060 929	737 067
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus des loisirs	69	13 673	
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 074 602	737 067

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note****13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,50	2022	2027	77	37 086 000	33 679 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	37 086 000	33 679 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 208 491 )	( 209 747 )
					87	36 877 509	33 469 253

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		3 060 000			3 060 000
2023	89		3 688 100			3 688 100
2024	90		1 788 500			1 788 500
2025	91		1 717 900			1 717 900
2026	92		1 584 500			1 584 500
2027 et plus	93		25 247 000			25 247 000
	94		37 086 000			37 086 000
Intérêts et frais accessoires	95					
	96		37 086 000			37 086 000

**Note****14. Autres passifs**

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	16 386 922	1 538 771		17 925 693
Eaux usées	105	8 414 118	232 129		8 646 247
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	94 065 989	6 824 188		100 890 177
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	107	4 968 437	364 284		5 332 721
▪ Parcs, stationnement et autres	108	12 593 708	10 372 824		22 966 532
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	39 265 644	1 454 002		40 719 646
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	10 724 782	563 298	442 559	10 845 521
Ameublement et équipement de bureau	113	10 580 286			10 580 286
Machinerie, outillage et équipement divers	114	8 370 583	404 450	131 304	8 643 729
Terrains	115	5 003 028			5 003 028
Autres	116	740 056			740 056
	117	211 113 553	21 753 946	573 863	232 293 636
Immobilisations en cours	118	9 886 451	9 433 455		19 319 906
	119	221 000 004	31 187 401	573 863	251 613 542
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 094 774	383 289		4 478 063
Eaux usées	121	3 060 454	205 624		3 266 078
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	54 676 648	2 671 952		57 348 600
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	123	4 307 075	49 751		4 356 826
▪ Aménagement parcs et autres	124	6 805 683	472 034		7 277 717
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	19 201 522	1 243 328		20 444 850
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	8 515 582	345 739	403 524	8 457 797
Ameublement et équipement de bureau	129	9 252 511	319 488		9 571 999
Machinerie, outillage et équipement divers	130	4 694 632	297 289	131 304	4 860 617
Autres	131	740 056			740 056
	132	115 348 937	5 988 494	534 828	120 802 603
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	105 651 067			130 810 939
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

**Note**

La municipalité a reçu par donation un stationnement souterrain comptabilisé à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

la juste valeur, établie à 10 013 415 \$. Cette donation a été consentie à titre purement gratuit et sans aucune charge pour la Ville.

**16. Propriétés destinées à la revente**

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	154	21 473	6 676
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	21 473	6 676

**Note****19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de construction, de services, de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

location de véhicules lourds, d'achat d'équipements et de fourniture de matériel, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme totale de 17 331 190 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2022 :	11 409 696 \$
2023 :	2 117 236 \$
2024 :	1 550 424 \$
2025 :	1 162 863 \$
2026 :	1 082 206 \$
2027 à 2029 :	8 765 \$

**20. Droits contractuels**

La Ville a signé deux baux de location avec des restaurateurs pour l'utilisation des immeubles situés au 1275 chemin Dunkirk et au 3201 boulevard Graham, aux fins d'y exploiter des restaurants-terrasses. Ces baux prévoient le versement de loyers pour un montant total de 1 375 945 \$ sur une période s'échelonnant jusqu'en 2033.

La Ville a signé une entente avec la ville de Hampstead et la Ville de Montréal-Arrondissement Outremont pour les services de répartition des appels de la sécurité publique. Ces ententes prévoient le versement de loyers pour un montant de 171 939 \$ jusqu'en 2023.

La Ville a signé une convention de gestion avec le Club de Curling de Mont-Royal (le Club) pour l'administration du club de curling dont les installations sont situées au 5, avenue Montgomery. Cette convention de gestion prévoit le versement à la Ville, d'une partie des recettes du Club totalisant 52 290 \$ jusqu'en 2025.

La Ville a signé un bail avec la compagnie Kraft Canada inc. pour la location d'une portion du chemin Montview. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 8 623 \$ jusqu'en 2022.

La Ville a signé une entente avec la compagnie Communauto inc. pour la location de quatre espaces de stationnement extérieurs sur le terrain situé à l'Hôtel de Ville de Mont-Royal, au 90 avenue Roosevelt, aux fins d'offrir un service d'auto partage. Cette entente prévoit le versement de loyers pour un montant total de 4 415 \$ par année et les parties peuvent mettre fin à l'entente en tout temps avec un préavis de 60 jours.

La Ville a signé une entente de service avec la Ville de Montréal, arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, afin de permettre aux résidents du secteur Glenmount de bénéficier des services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville de Mont-Royal aux mêmes conditions et tarifs que les résidents de Ville de Mont-Royal. En considération des services offerts par Ville de Mont-Royal aux résidents du secteur Glenmount, cette entente prévoit le versement, par la Ville de Montréal, d'un montant total de 45 990 \$ jusqu'en 2022.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les revenus minimums à recevoir en vertu de ces baux, convention et ententes pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2022 :	294 510 \$
2023 :	145 668 \$
2024 :	141 214 \$
2025 :	134 939 \$
2026 :	126 573 \$
2027 à 2033 :	816 298 \$

## 21. Passifs éventuels

S.O.

### A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

La Ville ne cautionne ni ne garantie aucune autre partie.

### B) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre ses risques par un portefeuille d'assurances générales.

La Ville pourvoit par l'entremise d'une réserve aux couvertures du régime d'assurance vie applicable à certains employés retraités de Ville de Mont-Royal. La Ville a créé une réserve financière qui s'élève à 345 020 \$ au 31 décembre 2021 pour le financement de ce régime.

### C) Poursuites

Au 31 décembre 2021, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent approximativement à 4 523 900 \$. Elles comprennent notamment des poursuites concernant des actions en dommages et intérêts. La Ville conteste ces réclamations et elle a établi des provisions au montant de 259 600 \$ à cet égard. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Cependant, les montants additionnels que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser seront enregistrés dans les exercices au cours desquels ils se réaliseront.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, les surplus non affectés, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

### D) Autres

S.O.

## 22. Actifs éventuels

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**26 Agglomération de Montréal et Ville de Montréal**

La Ville fait partie de l'Agglomération de Montréal. Le conseil d'agglomération est une instance politique formée des élus et élués de Montréal et des 15 villes reconstituées, ayant des pouvoirs relatifs aux services communs touchant toute la population de l'île de Montréal, tels que la police, la sécurité incendie, la production de l'eau potable, le traitement des eaux usées, la gestion du réseau routier artériel et la cour municipale.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à l'Agglomération de Montréal une quote-part de 56 101 310 \$ (54 265 940 \$ en 2020) se détaillant comme suit :

- Quote-part générale de 49 764 980 \$ (48 327 680 \$ en 2020)
- Quote-part service de l'eau de 3 153 147 \$ (3 113 426 \$ en 2020)
- Quote-part alimentation en eau potable 1 452 123 \$ (1 285 852 \$ en 2020)
- Quote-part premiers répondants de 202 125 \$ (205 601 \$ en 2020)
- Quote-part dettes et voirie artérielle de 71 195 \$ (72 923 \$ en 2020)
- Quote-part déficit exercices antérieurs de 476 963 \$ (350 175 \$ en 2020)
- Quote-part travaux admissibles à la TECQ de 497 224 \$ (509 021 \$ en 2020)
- Quote-part travaux admissibles à la FCCQ de 483 553 \$ (401 262 \$ en 2020)

Également, en vertu d'une entente entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal, la Ville a versé une contribution de 1 113 857 \$ (1 091 878 \$ en 2020) pour les dépenses d'aménagement et de réaménagement du domaine public et les travaux d'infrastructures dans le secteur du centre-ville de Montréal.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la Ville de Montréal une somme de 27 700 \$ (32 825 \$ en 2020) pour les services de déneigement du rond-point de l'Acadie et ses bretelles.

Au cours de l'exercice la Ville a fourni à l'Agglomération de Montréal des services d'une valeur de 36 095 \$ (57 006 \$ en 2020) pour les activités qui lui ont été déléguées dans le cadre de l'entretien du réseau principal d'aqueduc.

**27 Communauté métropolitaine de Montréal (la "CMM")**

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal (2000, chapitre 34) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la CMM une contribution de 882 828 \$ (857 184 \$ en 2020).

**28 Provision pour contestations d'évaluation**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2014 à 2020. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 331 400 \$ (2 365 000 \$ en 2020) a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**29 Flux de trésorerie**

	2021	2020
Intérêts payés au cours de l'exercice	901 010 \$	841 341 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	727 706 \$	870 651 \$

**30 Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour une meilleure comparaison avec l'exercice courant

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	83 657 298	86 734 790		86 734 790	82 017 773
Compensations tenant lieu de taxes	2	534 662	466 774		466 774	656 927
Quotes-parts	3					
Transferts	4	725 000	1 252 265		1 252 265	4 307 434
Services rendus	5	2 490 700	1 757 882		1 757 882	1 095 723
Imposition de droits	6	7 073 500	11 581 293		11 581 293	8 246 675
Amendes et pénalités	7	435 000	453 900		453 900	418 691
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	1 021 000	725 003		725 003	834 732
Autres revenus	10	842 300	621 632		621 632	10 701
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	96 779 460	103 593 539		103 593 539	97 588 656
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		5 553 907		5 553 907	808 168
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		10 713 415		10 713 415	16 248
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		16 267 322		16 267 322	824 416
	22	96 779 460	119 860 861		119 860 861	98 413 072
<b>Charges</b>						
Administration générale	23	19 124 800	17 675 501	524 427	18 199 928	15 836 936
Sécurité publique	24	24 971 900	24 665 157	88 216	24 753 373	25 414 974
Transport	25	22 590 540	20 995 599	3 717 889	24 713 488	24 517 774
Hygiène du milieu	26	11 173 635	10 587 030	612 818	11 199 848	10 891 340
Santé et bien-être	27	1 090 200	1 115 566		1 115 566	1 002 701
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 420 000	3 676 875	69 472	3 746 347	2 795 129
Loisirs et culture	29	19 022 885	16 537 371	975 672	17 513 043	16 780 664
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 373 700	675 129		675 129	1 013 473
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		5 988 494	( 5 988 494 )		
	34	102 767 660	101 916 722		101 916 722	98 252 991
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	(5 988 200)	17 944 139		17 944 139	160 081

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(5 988 200)	17 944 139	160 081
Moins : revenus d'investissement	2	( )	( 16 267 322 )	( 824 416 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(5 988 200)	1 676 817	(664 335)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4		5 988 494	5 836 834
Produit de cession	5		134 850	
(Gain) perte sur cession	6		(95 815)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 027 529	5 836 834
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9		518 657	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		518 657	
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12		(12 527)	(6 052)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		(12 527)	(6 052)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	( 3 406 000 )	( 3 268 548 )	( 4 589 183 )
	18	(3 406 000)	(3 268 548)	(4 589 183)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19	( )	( 880 234 )	( )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	7 587 000	7 531 409	3 069 400
Réserves financières et fonds réservés	22	1 807 200	1 780 806	3 187 047
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	9 394 200	8 431 981	6 256 447
	26	5 988 200	11 697 092	7 498 046
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		13 373 909	6 833 711

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	16 267 322	824 416
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	122 413 )	( 569 896 )
Sécurité publique	3 (	145 321 )	( 128 023 )
Transport	4 (	8 412 964 )	( 6 161 111 )
Hygiène du milieu	5 (	4 747 513 )	( 888 971 )
Santé et bien-être	6 (	)	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( )
Loisirs et culture	8 (	17 759 190 )	( 1 402 432 )
Réseau d'électricité	9 (	)	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	( )
	11 (	31 187 401 )	( 9 150 433 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	518 657 )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	)	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 870 500	5 769 200
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	880 234	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	724 643	1 006 715
Réserves financières et fonds réservés	18	382 674	1 026 164
	19	1 987 551	2 032 879
	20	(23 848 007)	(1 348 354)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(7 580 685)	(523 938)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	18 701 510	17 162 320	16 016 237
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	5 237 400	4 897 240	4 364 005
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	18 374 850	14 349 552	14 723 387
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 151 700	811 239	825 289
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	222 000	(136 110)	188 184
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	57 969 200	58 097 596	56 215 002
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	25 000	25 000	20 000
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19		5 988 494	5 836 834
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Créances douteuses(recouvrées)	21	10 300	(16 000)	(4 790)
Réclamation de dommages	22	50 000	5 169	42 541
Éventualités	23	1 025 700	732 222	26 302
	24	102 767 660	101 916 722	98 252 991

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 224 875	6 351 278
Excédent de fonctionnement affecté	2	27 058 538	25 820 363
Réserves financières et fonds réservés	3	5 548 548	5 670 908
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(14 163 759)	(6 548 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	98 688 920	76 118 473
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	125 357 122	107 412 983
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	8 224 875	6 351 278
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	8 224 875	6 351 278
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Enlèvement de la neige	12	700 000	700 000
▪ Centre sportif et culturel	13	18 184 487	16 768 930
▪ Changements climatiques	14		416 409
▪ Activités d'investissement	15	634 551	190 144
▪ Véhicules & équipements lourds	16		15 080
▪ Budget fonc. années futures	17	7 424 700	7 115 000
▪ Aménagement d'un parc	18		500 000
▪ Oeuvre d'art public	19	114 800	114 800
▪ Autres projets	20		
	21	27 058 538	25 820 363
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	27 058 538	25 820 363

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élection	27	3 204
▪ Auto-assurance	28	345 020
▪ Remboursement de la dette	29	3 076 855
▪ Excédent de fina, fonds roul.	30	1 407
▪	31	
	32	3 426 486
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 872 467
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 975 266
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	249 595
Organismes contrôlés et partenariats	40	411 549
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	2 122 062
	48	5 548 548
		2 386 815
		5 670 908

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (	)(
Autres	53 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (	)(
	55 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 (	)(
Assainissement des sites contaminés	57 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	)(
Autres		
▪	59 (	)(
▪	60 (	)(
	61 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	63 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	70 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (	)(
Autres		
▪	73 (	)(
▪	74 (	)(
	75 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	83 160 154	2 079 528
Investissements à financer	84 ( 14 323 913 )	( 8 627 567 )
	85 (14 163 759)	(6 548 039)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 130 810 939	105 651 067
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88 22 500	30 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 41 965	21 938
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 130 875 404	105 703 005
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 130 875 404	105 703 005
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 ( 36 877 509 )	( 33 469 253 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 ( 208 491 )	( 209 747 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 3 636 017	4 094 468
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 1 263 499	
	99 ( 32 186 484 )	( 29 584 532 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ( )	( )
	101 ( 32 186 484 )	( 29 584 532 )
	102 98 688 920	76 118 473

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Mont-Royal parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur les salaires de carrière indexés jusqu'à la cessation de participation pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et sur les salaires de fin de carrière pour les cadres et les professionnels.

Les rentes étaient indexées partiellement après la retraite mais, tel que prescrit par la Loi RRSB, cette indexation automatique a été abolie pour les participants actifs.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée auprès de Retraite Québec au 31 décembre 2019, la situation financière du Régime au 31 décembre 2019 était la suivante :

**Volet antérieur**

Le volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime était capitalisé à 97,2 % et le degré de solvabilité était de 83,8 %. Le déficit actuariel du volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 1 715 700 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 12 382 500 \$ au 31 décembre 2019. Des cotisations additionnelles de 199 500 \$ sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

**Nouveau volet**

Le volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime était capitalisé à 100 % et le degré de solvabilité était de 84,0 %. Le déficit actuariel du volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 0 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 2 567 500 \$ au 31 décembre 2019.

Les cotisations requises au Régime en 2020 pour les participants actifs sont de 9,79 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 10,15 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,79 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 10,15 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

Les cotisations requises au Régime en 2021 et 2022 pour les participants actifs sont de 9,55 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 10,00 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,55 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 10,00 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

En 2019, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec projection générationnelle des améliorations futures de la longévité selon l'échelle d'amélioration CPM-B. La table de mortalité n'a pas été modifiée depuis la dernière évaluation actuarielle. Selon cette table, l'espérance de vie à 65 ans au 31 décembre 2019 est 22,6 années pour un homme et 24,8 années pour une femme.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 721 000	1 808 000
Charge de l'exercice	4 ( 1 633 000 )	( 1 593 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 159 000	1 506 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 247 000	1 721 000
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 84 585 000	80 069 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 84 585 000 )	( 80 533 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(464 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 247 000	2 185 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 247 000	1 721 000
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 247 000	1 721 000
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 84 585 000	80 069 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 84 585 000 )	( 80 533 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( 464 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 932 000	2 191 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 932 000	2 191 000
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 094 000 )	( 1 173 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 838 000	1 018 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 441 000	364 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪ Coti. fonds de stabilisation	29 332 000	218 000
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 611 000	1 600 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 3 770 000	4 018 000
Rendement espéré des actifs	33 ( 3 748 000 )	( 4 025 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 22 000	(7 000)
Charge de l'exercice	35 1 633 000	1 593 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 6 521 000	4 227 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 748 000 )	( 4 025 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 773 000	202 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (2 276 000)	(943 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (4 258 000)	(2 965 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 85 911 000	82 620 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 2 991 000	2 813 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 030 000	1 229 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 11	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)</b>		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,75 %	4,73 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,73 %	5,29 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

La Ville parraine un régime d'assurance collective à la retraite, offrant des protections d'assurance vie et de soins de santé à la retraite.

Assurance vie

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection de 10 000 \$ auto-assurée et entièrement payée par la Ville de Mont-Royal:

- Cadres retraités avant le 1er décembre 1995 à l'exception d'un cas spécial pour un cadre qui a pris sa retraite en février 1996.
- Cols bleus et cols blancs retraités avant le 1er janvier 2004.

Soins de santé

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection pour les soins de santé au moment de la retraite payée à 50 % par la Ville de Mont-Royal:

- Les membres de l'état-major des pompiers retraités avant le 31 décembre 2005.
- Cadres futurs retraités et retraités.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 521 000)	(1 490 000)
Charge de l'exercice	56 ( 104 000 )	( 93 000 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 37 000	62 000
<b>Actif (passif) à la fin de l'exercice</b>	58 (1 588 000)	(1 521 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 1 210 000 )	( 1 627 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 210 000)	(1 627 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (378 000)	106 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 588 000)	(1 521 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice</b>	65 (1 588 000)	(1 521 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 64 000	49 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 64 000	49 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75 64 000	49 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 6 000	4 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
<b>Charge de l'exercice excluant les intérêts</b>	<b>83 70 000</b>	<b>53 000</b>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 34 000	40 000
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
<b>Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)</b>	<b>86 34 000</b>	<b>40 000</b>
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>87 104 000</b>	<b>93 000</b>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 478 000	(146 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 37 000	62 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,60 %	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,60 %	7,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,10 %	4,90 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2037	2029
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	9 486	10 668
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	31 967	35 951
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	16 091	16 424
	123	48 058	52 375
<b>Note</b>			

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	81 257 298	84 112 616	79 522 574
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	81 257 298	84 112 616	79 522 574
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 400 000	2 622 174	2 495 199
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	2 400 000	2 622 174	2 495 199
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 400 000	2 622 174	2 495 199
	29	83 657 298	86 734 790	82 017 773

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35			
Cégeps et universités	36	15 853	32 176	52 640
Écoles primaires et secondaires	37	505 889	421 679	591 515
	38	521 742	453 855	644 155
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	521 742	453 855	644 155
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44	12 920	12 919	12 772
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	12 920	12 919	12 772
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	534 662	466 774	656 927

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55			36 471
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60		6 600	13 584
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66		27 625	
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	253 000	178 227	202 128
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89	4 000	352 608	11 760
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	52 300	236 800	65 430
Autres	91			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	92			
	93	309 300	801 860	329 373

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	94		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110	4 516 689	384 071
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112	1 037 218	424 097
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
<b>Réseau d'électricité</b>	131		
	132	5 553 907	808 168

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	242 000	276 732	233 864
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	173 700	173 673	176 131
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			3 568 066
	144	415 700	450 405	3 978 061
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	145	<b>725 000</b>	<b>6 806 172</b>	<b>5 115 602</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	30 200	36 095	41 191
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	30 200	36 095	41 191

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
<b>Réseau d'électricité</b>	186			
	187	30 200	36 095	41 191

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	138 200	93 340	80 574
	191	138 200	93 340	80 574
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	83 400	77 170	57 410
	196	83 400	77 170	57 410
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	45 000	44 592	53 579
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	63 400	188 947	80 894
	205	108 400	233 539	134 473
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212	6 800	29 585	
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	6 800	29 585	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	57 600	84 976	37 345
	225	57 600	84 976	37 345
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226	1 353 250	926 733	397 970
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	19 500	16 729	14 165
Autres	228	693 350	259 715	332 595
	229	2 066 100	1 203 177	744 730
<b>Réseau d'électricité</b>				
	230			
	231	2 460 500	1 721 787	1 054 532
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	2 490 700	1 757 882	1 095 723

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	1 043 500	2 632 843	457 977
Droits de mutation immobilière	234	6 030 000	8 948 450	7 788 698
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	7 073 500	11 581 293	8 246 675
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	238	435 000	453 900	418 691
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	239			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	240	1 021 000	725 003	834 732
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		95 815	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	835 000	518 657	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248		10 713 415	16 248
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	7 300	7 160	10 701
	251	842 300	11 335 047	26 949
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	252			

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
	Conseil	1	727 000	532 887		532 887	535 374
	Greffe et application de la loi	2	2 979 300	2 047 528	16 695	2 064 223	1 831 843
	Gestion financière et administrative	3	4 352 900	3 888 764	197 893	4 086 657	3 792 693
	Évaluation	4	406 400	406 421		406 421	416 420
	Gestion du personnel	5	911 200	1 077 104		1 077 104	930 240
	Autres						
	▪ Bâtiments et autres	6	4 512 100	4 487 022	309 839	4 796 861	4 682 934
	▪ Agglomération de Montréal	7	5 235 900	5 235 775		5 235 775	3 647 432
		8	19 124 800	17 675 501	524 427	18 199 928	15 836 936
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
	Police	9	14 204 000	14 203 983	28 283	14 232 266	14 863 846
	Sécurité incendie	10	8 029 900	8 029 867	14 654	8 044 521	8 312 495
	Sécurité civile	11	38 200	38 196		38 196	35 119
	Autres	12	2 699 800	2 393 111	45 279	2 438 390	2 203 514
		13	24 971 900	24 665 157	88 216	24 753 373	25 414 974
<b>TRANSPORT</b>							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	3 441 635	2 973 782	3 055 423	6 029 205	5 848 087
	Enlèvement de la neige	15	4 457 115	3 517 844	296 813	3 814 657	4 031 013
	Éclairage des rues	16	679 045	602 161	47 063	649 224	648 840
	Circulation et stationnement	17	732 245	621 391		621 391	590 645
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	12 966 800	12 966 751		12 966 751	12 845 052
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21	313 700	313 670	318 590	632 260	554 137
		22	22 590 540	20 995 599	3 717 889	24 713 488	24 517 774

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 009 900	5 132 598		5 132 598	4 931 087
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 775 290	1 310 550	391 700	1 702 250	1 758 497
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 238 045	1 114 979	205 624	1 320 603	1 284 624
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	535 200	486 279		486 279	476 062
Élimination	28	1 762 500	1 762 538		1 762 538	1 655 643
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	458 300	425 692		425 692	408 876
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	228 200	185 361	15 494	200 855	190 055
Traitement	32					
Matériaux secs	33	103 200	106 023		106 023	72 189
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	63 000	63 010		63 010	114 307
Autres	39					
	40	11 173 635	10 587 030	612 818	11 199 848	10 891 340
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	683 900	686 104		686 104	628 339
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	406 300	429 462		429 462	374 362
	44	1 090 200	1 115 566		1 115 566	1 002 701

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 072 200	999 307	58 911	1 058 218	1 045 661
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	207 400	207 357		207 357	140 479
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	266 400	76 947		76 947	268 943
Tourisme	49					
Autres	50	1 822 200	1 822 768		1 822 768	1 304 927
Autres	51	51 800	570 496	10 561	581 057	35 119
	52	3 420 000	3 676 875	69 472	3 746 347	2 795 129
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 162 720	793 493	72 166	865 659	856 253
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 844 650	1 397 173	130 428	1 527 601	1 427 704
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 104 560	889 569	81 108	970 677	790 738
Parcs et terrains de jeux	56	6 995 535	6 471 312	286 994	6 758 306	6 616 289
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	842 100	842 108	32 275	874 383	929 573
	60	11 949 565	10 393 655	602 971	10 996 626	10 620 557
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 566 120	911 361		911 361	956 418
Bibliothèques	62	3 481 500	3 208 416	372 701	3 581 117	3 425 363
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	4 000	2 205		2 205	2 273
Autres	65	2 021 700	2 021 734		2 021 734	1 776 053
	66	7 073 320	6 143 716	372 701	6 516 417	6 160 107
	67	19 022 885	16 537 371	975 672	17 513 043	16 780 664

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 049 800	718 937		718 937	737 698
Autres frais	70	101 900	92 302		92 302	87 591
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	70 000	56 000		56 000	33 000
Autres	72	152 000	(192 110)		(192 110)	155 184
	73	1 373 700	675 129		675 129	1 013 473
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	75		5 988 494 (	5 988 494 )		



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

## **Autres renseignements**

Questionnaire	10
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATEGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 747 514	11 221
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 219 246	388 978
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 726 317	3 728 058
Ponts, tunnels et viaducs	7	6 921 919	
Systèmes d'éclairage des rues	8	189 375	510 011
Aires de stationnement	9	10 050 805	
Parcs et terrains de jeux	10	647 675	407 097
Autres infrastructures	11	2 234 100	905 887
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	187 050	571 577
Édifices communautaires et récréatifs	14	203 171	1 547 788
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	234 523	112 864
Ameublement et équipement de bureau	18	124 195	479 759
Machinerie, outillage et équipement divers	19	632 740	330 203
Terrains	20		
Autres	21	68 771	156 990
	22	31 187 401	9 150 433

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	4 747 514	11 221
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 219 246	388 978
Autres infrastructures	27	23 770 191	5 551 053
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 450 450	3 199 181
	34	31 187 401	9 150 433

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 697 666	2 017 689	1 638 500	3 076 855
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	26 886 866	4 787 056	1 300 794	30 373 128
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 584 532	6 804 745	2 939 294	33 449 983
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 094 468	46 755	505 206	3 636 017
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 094 468	46 755	505 206	3 636 017
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 094 468	46 755	505 206	3 636 017
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	4 094 468	46 755	505 206	3 636 017
	18	33 679 000	6 851 500	3 444 500	37 086 000
Dettes en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dettes à long terme</b>	21	33 679 000	6 851 500	3 444 500	37 086 000

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	37 086 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	14 323 913
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	3 076 855
Débiteurs	9	3 636 017
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	160 154
Autres		
▪ Solde disp. règl. emp. fermés	12	249 595
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	44 287 292
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	44 287 292
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	399 189
Autres organismes	19	10 839 282
Endettement total net à long terme	20	55 525 763
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	92 894 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	92 894 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	148 419 763
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	406 400	406 421	416 420
Autres	3	9 082 000	9 082 234	7 587 219
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	14 204 000	14 203 983	14 835 563
Sécurité incendie	5	8 029 900	8 029 867	8 293 166
Sécurité civile	6	38 200	38 196	35 119
Autres	7	272 800	272 840	250 855
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	120 400	120 401	113 060
Transport collectif	9	12 966 800	12 966 751	12 845 052
Autres	10	313 700	313 670	255 872
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	4 976 700	5 102 096	4 908 299
Matières résiduelles	12	1 762 500	1 762 538	1 655 643
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	63 000	63 010	114 307
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	683 900	686 104	628 339
Autres	17	103 700	103 679	80 274
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			65 222
Rénovation urbaine	19	207 400	207 357	140 479
Promotion et développement économique	20	1 822 200	1 822 768	1 304 927
Autres	21	51 800	51 839	35 119
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	842 100	842 108	874 014
Activités culturelles	23	2 021 700	2 021 734	1 776 053
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	57 969 200	58 097 596	56 215 002

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021***Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	31 187 401	9 150 433
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	31 187 401	9 150 433

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	31,90	35,00	58 314,00	4 073 477	1 055 680	5 129 157
Professionnels	2	10,00	35,00	18 255,00	903 845	208 262	1 112 107
Cols blancs	3	131,70	35,00	239 726,00	7 203 593	2 117 225	9 320 818
Cols bleus	4	68,80	38,00	135 890,00	4 655 425	1 401 122	6 056 547
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	242,40		452 185,00	16 836 340	4 782 289	21 618 629
Élus	9	7,25			325 980	114 951	440 931
	10	249,65			17 162 320	4 897 240	22 059 560

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		1 222 227	3 294 462		4 516 689
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		316 943	720 275		1 037 218
Autres	16	1 252 265				1 252 265
	17	1 252 265	1 539 170	4 014 737		6 806 172

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(103 581)	221 867
	4	(103 581)	221 867
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8	5 352	1 494
	9	5 352	1 494
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	460 982	491 998
Enlèvement de la neige	11	8 247	2 187
Autres	12	69 509	73 910
Transport collectif	13	9 080	8 675
Autres	14		
	15	547 818	576 770
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 126	1 167
Réseau de distribution de l'eau potable	17	69 946	62 724
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	22 394	20 879
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	93 466	84 770
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 448	3 573
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	33 784	28 340
	35	37 232	31 913
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	48 108	48 646
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	46 734	48 013
Autres	38		
	39	94 842	96 659
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	675 129	1 013 473

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Philippe Roy	Maire	60 175	15 081		
M. John D. Miller	Conseiller	21 561	9 881		
Mme Erin Kennedy	Conseiller	26 511	9 881		
Mme Minh-Diem Le Thi	Conseiller	20 661	9 881		
M. Joseph Daoura	Conseiller	19 761	9 881		
Mme Michelle Setlakwe	Conseiller	20 661	9 881		
M. Jonathan Lang	Conseiller	19 761	9 881		
M. Peter J. Malouf	Maire	9 258	2 320		
Mme Maya Chammas	Conseiller	3 040	1 520		
Mme Maryam Kamali Nezhad	Conseiller	3 040	1 520		
M. Sébastien Dreyfuss	Conseiller	2 407	1 203		
Mme Sophie Séguin	Conseiller	3 040	1 520		
M. Antoine Tayar	Conseiller	3 040	1 520		
Mme Julie Halde	Conseiller	3 040	1 520		
M. Daniel Pilon	Conseiller	3 950	950		
Mme Caroline Decaluwe	Conseiller	2 657	1 203		

**Note**

Conformément à la Loi sur le traitement des élus municipaux, la Ville a versé une allocation de départ aux élus dont le mandat prenait fin en 2021.

Les allocations de départ se détaillent comme suit :

M. Philippe Roy	41 853 \$
M. John D. Miller	13 776 \$
Mme Erin Kennedy	13 776 \$
Mme Minh-Diem Le Thi	13 776 \$
M. Joseph Daoura	10 346 \$
Mme Michelle Setlakwe	4 630 \$
M. Jonathan Lang	3 448 \$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité****OUI          NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1      3 300 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2            3     

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4      \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5            6     

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17      \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18  19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 1 023 862 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21  22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 3 110 964 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24  25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27  28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30  31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32  33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40  41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 43 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2021

45 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

46 \_\_\_\_\_ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \_\_\_\_\_ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \_\_\_\_\_ \$

Systèmes de drainage

54 \_\_\_\_\_ \$

Abords de routes

55 \_\_\_\_\_ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \_\_\_\_\_ \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \_\_\_\_\_ \$

## c) Total des frais encourus admissibles

59 \_\_\_\_\_ \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

## e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

## f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

61 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62  63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 65 \_\_\_\_\_
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 \_\_\_\_\_ 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 \_\_\_\_\_ 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 \_\_\_\_\_
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 \_\_\_\_\_ 478
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 \_\_\_\_\_ 174
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 \_\_\_\_\_ 1
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76  77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- |  |                              |
|--|------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL  | 78 _____ 5 563 075 \$        |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 _____ \$                  |
| Ministère des Transports                                     | 80 _____ \$                  |
| Ministère de la Culture et des Communications                | 81 _____ 1 029 883 \$        |
| Autres ministères/organismes                                 | 82 _____ 276 732 \$          |
|  | 83 _____ <u>6 869 690 \$</u> |



# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Mont-Royal,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Mont-Royal (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après « l'état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Brossard, Québec, 2 mai 2022

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263





**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1  2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3  4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5  6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7  8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9  10

**Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11  12  13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14  15  16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17  18  19

**La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20  21  22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23  24

**La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.**

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25  26



# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2022**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	89 068 206
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	89 068 206

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	2 500 000
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	2 500 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	2 500 000
	29	91 568 206

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	40 416
Écoles primaires et secondaires	8	529 249
	9	569 665

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	569 665

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	13 529
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	13 529

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	583 194

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	6 672 799 557 x	0,6326 /100 \$	42 212 130				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	396 930 920 x	0,6326 /100 \$	2 510 985				
Immeubles non résidentiels	4	1 188 743 589 x	3,1313 /100 \$	37 223 128				
Immeubles industriels	5	206 592 182 x	3,1313 /100 \$	6 469 021				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	51 607 809 x	1,2652 /100 \$	652 942				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>10</b>			<b>89 068 206</b>	<b>( )</b>	<b>( )</b>		<b>89 068 206</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>20</b>				<b>( )</b>	<b>( )</b>		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>30</b>				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>40</b>				( )	( )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>41</b>	x	%		( )	( )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code	Préciser
Tarification d'eau	2,4000	7 - autres (préciser)	du 1000 gallons

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	37 223 128	6 469 021		652 942	2 510 985	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	955 102	514 286			82 450	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	38 178 230	6 983 307		652 942	2 593 435	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

*Non audité*

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	42 212 130			89 068 206
De secteur	2				
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	948 162			2 500 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	43 160 292			91 568 206

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21 _____		\$
2022	22 _____		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23 _____		\$
2022	24 _____		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input type="checkbox"/>	32 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 _____		\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	<u>                    </u>	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2022-01-25</u>	
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	<u>115 929 800</u>	\$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>3 061 000</u>	\$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>1 076 200</u>	\$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	<u>7 424 700</u>	\$



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nathalie Rhéaume, atteste que le rapport financier de Ville de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Mont-Royal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Mont-Royal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Mont-Royal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-02 10:20:15

Date de transmission au Ministère :



# Sommaire de l'information financière

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	96 779 460	103 593 539	97 588 656
Investissement	2		16 267 322	824 416
	3	96 779 460	119 860 861	98 413 072
<b>Charges</b>	4	102 767 660	101 916 722	98 252 991
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(5 988 200)	17 944 139	160 081
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 16 267 322 )	( 824 416 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(5 988 200)	1 676 817	(664 335)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		5 988 494	5 836 834
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 406 000 )	( 3 268 548 )	( 4 589 183 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 880 234 )	( )
Excédent (déficit) accumulé	12	9 394 200	9 312 215	6 256 447
Autres éléments de conciliation	13		545 165	(6 052)
	14	5 988 200	11 697 092	7 498 046
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		13 373 909	6 833 711

*Extrait du rapport financier, pages S16 et S17*

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	27 564 390	31 475 198
Débiteurs	2	15 300 511	13 065 487
Placements de portefeuille	3	41 965	21 938
Autres	4	22 500	230 000
	5	42 929 366	44 792 623
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	36 877 509	33 469 253
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	341 000	
Autres	9	11 916 324	10 253 501
	10	49 134 833	43 722 754
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(6 205 467)	1 069 869
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	12	130 810 939	105 651 067
Autres	13	751 650	692 047
	14	131 562 589	106 343 114
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	125 357 122	107 412 983

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	8 224 875	6 351 278
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Enlèvement de la neige	17	700 000	700 000
▪ Centre sportif et culturel	18	18 184 487	16 768 930
▪ Changements climatiques	19		416 409
▪ Activités d'investissement	20	634 551	190 144
▪ Véhicules & équipements lourds	21		15 080
▪ Budget fonc. années futures	22	7 424 700	7 115 000
▪ Aménagement d'un parc	23		500 000
▪ Oeuvre d'art public	24	114 800	114 800
▪ Autres projets	25		
	26	27 058 538	25 820 363
Réserves financières	27	3 426 486	3 284 093
Fonds réservés	28	2 122 062	2 386 815
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	( )	( )
Financement des investissements en cours	30	(14 163 759)	(6 548 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	98 688 920	76 118 473
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	125 357 122	107 412 983

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	44 309 792
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	148 442 263

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 054 355	2 697 666
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	30 395 628	26 886 866
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 636 017	4 094 468
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	37 086 000	33 679 000

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	11	83 657 298	86 734 790	82 017 773
Compensations tenant lieu de taxes	12	534 662	466 774	656 927
Quotes-parts	13			
Transferts	14	725 000	1 252 265	4 307 434
Services rendus	15	2 490 700	1 757 882	1 095 723
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	7 508 500	12 035 193	8 665 366
Autres	17	1 863 300	1 346 635	845 433
	18	96 779 460	103 593 539	97 588 656
<b>Investissement</b>				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		5 553 907	808 168
Autres	22		10 713 415	16 248
	23		16 267 322	824 416
	24	96 779 460	119 860 861	98 413 072

*Extrait du rapport financier, page S16*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	19 124 800	17 675 501	524 427	18 199 928	15 836 936
Sécurité publique						
Police	2	14 204 000	14 203 983	28 283	14 232 266	14 863 846
Sécurité incendie	3	8 029 900	8 029 867	14 654	8 044 521	8 312 495
Autres	4	2 738 000	2 431 307	45 279	2 476 586	2 238 633
Transport						
Réseau routier	5	9 310 040	7 715 178	3 399 299	11 114 477	11 118 585
Transport collectif	6	12 966 800	12 966 751		12 966 751	12 845 052
Autres	7	313 700	313 670	318 590	632 260	554 137
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	8 023 235	7 558 127	597 324	8 155 451	7 974 208
Matières résiduelles	9	3 087 400	2 965 893	15 494	2 981 387	2 802 825
Autres	10	63 000	63 010		63 010	114 307
Santé et bien-être	11	1 090 200	1 115 566		1 115 566	1 002 701
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 072 200	999 307	58 911	1 058 218	1 045 661
Promotion et développement économique	13	2 088 600	1 899 715		1 899 715	1 573 870
Autres	14	259 200	777 853	10 561	788 414	175 598
Loisirs et culture	15	19 022 885	16 537 371	975 672	17 513 043	16 780 664
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 373 700	675 129		675 129	1 013 473
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	102 767 660	95 928 228	5 988 494	101 916 722	98 252 991
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		5 988 494 (	5 988 494 )		
	21	102 767 660	101 916 722		101 916 722	98 252 991

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	16 267 322	824 416
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	31 187 401 )	( 9 150 433 )
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	518 657 )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 870 500	5 769 200
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	880 234	
Excédent accumulé	6	1 107 317	2 032 879
	7	(23 848 007)	(1 348 354)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(7 580 685)	(523 938)

*Extrait du rapport financier, page S18*